

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2010 — 3411

[2010/205106]

16 SEPTEMBRE 2010. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant les arrêtés du Gouvernement wallon du 30 mai 2002 relatif à l'octroi de subventions pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé (AMURE) et du 10 avril 2003 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 9 décembre 1993 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables, notamment les articles 7 à 10;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mai 2002 relatif à l'octroi de subventions pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé (AMURE);

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments;

Vu l'avis 48.579/2/V du Conseil d'Etat, donné le 23 août 2010, en application de l'article 84, § 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre du Développement durable;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mai 2002 relatif à l'octroi de subventions pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé (AMURE)*

Section 1^{re}. — Dispositions modificatives

Article 1^{er}. L'article 1^{er}, 6^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mai 2002 relatif à l'octroi de subventions pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé (AMURE) est remplacé par la disposition suivante :

« 6^o Administration : la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie (DGO4) du Service public de Wallonie; ».

Art. 2. L'article 3 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 3. Les audits sont réalisés par un expert désigné par l'entreprise parmi les experts agréés conformément à l'article 8 du présent arrêté. L'expert désigné doit en outre être indépendant de tout fournisseur d'énergie, d'équipements ou de travaux visés dans l'audit. »

Art. 3. L'article 8 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 8. § 1^{er}. Dans le respect des dispositions du présent article, l'agrément en tant qu'expert en audit énergétique est ouvert à toute personne physique porteuse d'un diplôme de Master en ingénieur civil, de Master en architecture, de Master en sciences de l'ingénieur industriel ou toute personne physique justifiant d'une expérience d'au moins cinq ans dans un des domaines suivants :

- audit énergétique global de bâtiments;
- audit de systèmes de chauffage, de ventilation et de conditionnement d'air;
- audit de systèmes d'éclairage;
- audit de systèmes de production d'énergie à partir de sources renouvelables;
- audit énergétique de processus industriels.

§ 2. La demande d'agrément est introduite auprès de l'administration au moyen du formulaire de demande disponible sur le site portail de l'énergie en Région wallonne <http://energie.wallonie.be> ou sur simple demande auprès de l'administration.

Le dossier de demande d'agrément comporte notamment les éléments suivants :

- les nom, adresse et profession du demandeur;
- une copie du diplôme requis ou tout document attestant du niveau d'expérience exigé au § 1^{er};
- une description des moyens techniques dont le demandeur dispose;
- les domaines de compétence parmi la liste établie dans le formulaire et pour lesquels le demandeur souhaite être agréé;
- une copie d'au minimum trois rapports d'audit réalisés par le demandeur au cours des trois dernières années précédant la demande et portant sur chacun des domaines de compétence pour lesquels le demandeur souhaite être agréé. En cas d'impossibilité pour un demandeur détenteur d'un des diplômes énumérés au § 1^{er} de produire dans sa demande d'agrément les rapports précités, la procédure visée au § 4 s'applique.

§ 3. Dans les vingt jours qui suivent la réception du dossier de demande, l'administration adresse au demandeur un accusé de réception qui précise si le dossier de demande est complet. Si le dossier de demande est incomplet, l'accusé de réception relève également les pièces manquantes et précise que la procédure recommence à dater de la réception du dossier complet.

Le Ministre statue sur la demande d'agrément après avis de l'administration qui a la faculté d'auditionner le demandeur. Cet avis est rendu dans un délai de quarante-cinq jours à dater de la réception du dossier complet. Ce délai est porté à soixante jours si le demandeur a été entendu par l'administration. Le Ministre notifie sa décision au demandeur dans un délai de septante-cinq jours à dater de la réception du dossier complet. Si le demandeur a été entendu par l'administration, le délai est porté à nonante jours.

Le cas échéant, l'agrément est octroyé pour une durée de cinq ans à dater de la notification de la décision du Ministre et est renouvelable sur base d'une demande de renouvellement introduite auprès de l'administration par le biais du formulaire de renouvellement disponible sur le site portail de l'énergie en Région wallonne <http://energie.wallonie.be> ou sur simple demande auprès de l'administration et ce, au plus tard, cent vingt jours avant la date d'expiration de l'agrément. Dans ce cas, l'agrément est prolongé jusqu'au moment où le Ministre a statué sur la demande de renouvellement.

L'avis de l'administration quant à la demande d'agrément est rendu sur base des éléments composant le dossier de demande d'agrément. L'administration contrôle également la qualité des rapports visés au § 2, alinéa 2, 5^e tiret, sur base des critères de qualité repris à l'annexe 4.

§ 4. En cas d'impossibilité pour un demandeur détenteur d'un des diplômes énumérés au § 1^{er} de produire dans sa demande d'agrément les rapports visés au § 2, alinéa 2, 5^e tiret, l'agrément a une durée d'un an à dater de la notification de la décision du Ministre.

Dans l'hypothèse visée à l'alinéa 1^{er}, le bénéficiaire de l'agrément a l'obligation de transmettre à l'administration copie des rapports réalisés dans le cadre de son activité d'expert agréé en audit énergétique et ce dans les quinze jours de leur rédaction.

L'administration examine la qualité des rapports transmis sur base des critères de qualité repris à l'annexe 4 et transmet dans les trente jours suivant la réception des rapports un accusé de réception mentionnant si le contrôle précité n'a révélé aucun manquement.

Au plus tard quarante jours avant la date de fin de cette première année d'agrément, dans le cas où l'administration, lors des contrôles visés à l'alinéa 2, a constaté sur base des critères de qualité repris à l'annexe 4 des manquements répétés ou encore si l'expert agréé n'a produit aucun rapport d'audit, le Ministre notifie au bénéficiaire de l'agrément la fin de celui-ci. La décision de retrait d'agrément est publiée sur le site portail de l'énergie en Région wallonne <http://energie.wallonie.be>

A l'issue de cette première année d'agrément, si l'administration lors des contrôles précités n'a constaté aucun manquement répété sur base des critères de qualité repris à l'annexe 4, l'agrément est prolongé par le Ministre pour une durée de cinq ans renouvelables.

§ 5. L'administration est habilitée à contrôler les audits réalisés par les experts agréés.

Lorsque l'administration constate, au regard des critères de qualité repris en annexe 4, des manquements dans les rapports d'audits réalisés par l'expert agréé, elle l'en informe par courrier. Ce courrier mentionne les rapports d'audit concernés ainsi que les critères de qualité précités dont le manquement est constaté et invite l'expert agréé à être entendu. Lors de son audition, l'expert agréé fait valoir ses arguments quant aux manquements constatés. Suite à cette audition ou si l'expert agréé refuse d'être auditionné, l'administration propose au Ministre, le cas échéant, l'envoi d'un avertissement ou le retrait d'agrément en qualité d'expert agréé en audit énergétique. La décision de retrait d'agrément est notifiée à l'expert agréé et publiée sur le site portail de l'énergie en Région wallonne <http://energie.wallonie.be>

L'agrément octroyé à un expert agréé en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments prend fin de plein droit en cas de retrait de l'agrément visé par le présent arrêté.

L'expert agréé dont l'agrément est retiré ne peut introduire de nouvelle demande d'agrément, tant dans le cadre du présent arrêté que dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments, endéans les trois ans suivant la décision de retrait.

§ 6. L'administration publie et gère sur le site portail de l'énergie en Région wallonne <http://energie.wallonie.be> la liste des experts agréés en audit énergétique. »

Art. 4. L'annexe du présent arrêté forme l'annexe 4 à l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mai 2002 relatif à l'octroi de subventions pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé (AMURE).

Section 2. — Dispositions transitoires

Art. 5. § 1^{er}. Les personnes morales agréées en tant qu'expert en audit énergétique conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mai 2002 relatif à l'octroi de subventions pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé (AMURE) avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, demeurent agréées jusqu'à la date de fin de leur période d'agrément actuelle. A cette date, leur agrément prend fin de plein droit.

§ 2. Les personnes physiques agréées en tant qu'expert en audit énergétique conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mai 2002 relatif à l'octroi de subventions pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé (AMURE) avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, bénéficient du maintien de leur agrément pour une durée de cinq ans renouvelables, sous réserve du respect de l'article 8, § 5, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mai 2002 relatif à l'octroi de subventions pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé (AMURE) tel que modifié par le présent arrêté. Cet agrément est renouvelable.

CHAPITRE II. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments*

Section 1^{re}. — Dispositions modificatives

Art. 6. L'intitulé de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments est complété par le texte suivant : " (UREBA) ".

Art. 7. L'article 1^{er}, 2^o, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« 2^o administration : la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie (DGO4) du Service public de Wallonie; ».

Art. 8. L'article 6 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 6. Pour pouvoir être subventionné, l'audit doit être réalisé par un auditeur agréé. L'auditeur désigné doit en outre être indépendant de tout fournisseur d'énergie, d'équipements ou de travaux visés dans l'audit. »

Art. 9. L'article 13 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 13. § 1^{er}. Dans le respect des dispositions du présent article, l'agrément en tant qu'auditeur est ouvert à toute personne physique porteuse d'un diplôme de Master en ingénieur civil, de Master en architecture, de Master en sciences de l'ingénieur industriel ou toute personne physique justifiant d'une expérience d'au moins cinq ans dans un des domaines suivants :

- audit énergétique global de bâtiments;
- audit de systèmes de chauffage, de ventilation et de conditionnement d'air;
- audit de systèmes d'éclairage;
- audit de systèmes de production d'énergie à partir de sources renouvelables;
- audit énergétique de processus industriels.

§ 2. La demande d'agrément est introduite auprès de l'administration au moyen du formulaire de demande disponible sur le site portail de l'énergie en Région wallonne <http://energie.wallonie.be> ou sur simple demande auprès de l'administration.

Le dossier de demande d'agrément comporte notamment les éléments suivants :

- les nom, adresse et profession du demandeur;
- une copie du diplôme requis ou tout document attestant du niveau d'expérience exigé au § 1^{er};
- une description des moyens techniques dont le demandeur dispose;
- les domaines de compétence parmi la liste établie dans le formulaire et pour lesquels le demandeur souhaite être agréé;
- une copie d'au minimum trois rapports d'audit réalisés par le demandeur au cours des trois dernières années précédant la demande et portant sur chacun des domaines de compétence pour lesquels le demandeur souhaite être agréé. En cas d'impossibilité pour un demandeur détenteur d'un des diplômes énumérés au § 1^{er} de produire dans sa demande d'agrément les rapports précités, la procédure visée au § 4 s'applique.

§ 3. Dans les vingt jours qui suivent la réception du dossier de demande, l'administration adresse au demandeur un accusé de réception qui précise si le dossier de demande est complet. Si le dossier de demande est incomplet, l'accusé de réception relève également les pièces manquantes et précise que la procédure recommence à dater de la réception du dossier complet.

Le Ministre statue sur la demande d'agrément après avis de l'administration qui a la faculté d'auditionner le demandeur. Cet avis est rendu dans un délai de quarante-cinq jours à dater de la réception du dossier complet. Ce délai est porté à soixante jours si le demandeur a été entendu par l'administration. Le Ministre notifie sa décision au demandeur dans un délai de septante-cinq jours à dater de la réception du dossier complet. Si le demandeur a été entendu par l'administration, le délai est porté à nonante jours.

Le cas échéant, l'agrément est octroyé pour une durée de cinq ans à dater de la notification de la décision du Ministre et est renouvelable sur base d'une demande de renouvellement introduite auprès de l'administration par le biais du formulaire de renouvellement disponible sur le site portail de l'énergie en Région wallonne <http://energie.wallonie.be> ou sur simple demande auprès de l'administration et ce, au plus tard cent vingt jours avant la date d'expiration de l'agrément. Dans ce cas, l'agrément est prolongé jusqu'au moment où le Ministre a statué sur la demande de renouvellement.

L'avis de l'administration quant à la demande d'agrément est rendu sur base des éléments composant le dossier de demande d'agrément. L'administration contrôle également la qualité des rapports visés au § 2, alinéa 2, 5^e tiret, sur base des critères de qualité repris à l'annexe 9.

§ 4. En cas d'impossibilité pour un demandeur détenteur d'un des diplômes énumérés au § 1^{er} de produire dans sa demande d'agrément les rapports visés au § 2, alinéa 2, 5^e tiret, l'agrément a une durée d'un an à dater de la notification de la décision du Ministre.

Dans l'hypothèse visée à l'alinéa 1^{er}, le bénéficiaire de l'agrément a l'obligation de transmettre à l'administration copie des rapports réalisés dans le cadre de son activité d'auditeur agréé en audit énergétique et ce dans les quinze jours de leur rédaction.

L'administration examine la qualité des rapports transmis sur base des critères de qualité repris à l'annexe 9 et transmet dans les trente jours suivant la réception des rapports un accusé de réception mentionnant si le contrôle précité n'a révélé aucun manquement.

Au plus tard quarante jours avant la date de fin de cette première année d'agrément, dans le cas où l'administration, lors des contrôles visés à l'alinéa 2, a constaté sur base des critères de qualité repris à l'annexe 9 des manquements répétés ou encore si l'auditeur agréé n'a produit aucun rapport d'audit, le Ministre notifie au bénéficiaire de l'agrément la fin de celui-ci. La décision de retrait d'agrément est publiée sur le site portail de l'énergie en Région wallonne <http://energie.wallonie.be>

A l'issue de cette première année d'agrément, si l'administration lors des contrôles précités n'a constaté aucun manquement répété sur base des critères de qualité repris à l'annexe 9, l'agrément est prolongé par le Ministre pour une durée de cinq ans renouvelables.

§ 5. L'administration est habilitée à contrôler les audits réalisés par les auditeurs agréés.

Lorsque l'administration constate, au regard des critères de qualité repris en annexe 9, des manquements dans les rapports d'audits réalisés par l'auditeur, elle l'en informe par courrier.

Ce courrier mentionne les rapports d'audit concernés ainsi que les critères de qualité précités dont le manquement est constaté et invite l'auditeur à être entendu. Lors de son audition, ce dernier fait valoir ses arguments quant aux manquements constatés. Suite à cette audition ou si l'auditeur agréé refuse d'être auditionné, l'administration propose au Ministre, le cas échéant, l'envoi d'un avertissement ou le retrait d'agrément en qualité d'auditeur agréé.

La décision de retrait d'agrément est notifiée à l'auditeur agréé et publiée sur le site portail de l'énergie en Région wallonne <http://energie.wallonie.be>

L'agrément octroyé à un expert agréé en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mai 2002 relatif à l'octroi de subventions pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé (AMURE) prend fin de plein droit en cas de retrait de l'agrément visé par le présent arrêté.

L'auditeur dont l'agrément est retiré ne peut introduire de nouvelle demande d'agrément, tant dans le cadre du présent arrêté que dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mai 2002 relatif à l'octroi de subventions pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé (AMURE), endéans les trois ans suivant la décision de retrait.

§ 6. L'administration publie et gère sur le site portail de l'énergie en Région wallonne <http://energie.wallonie.be> la liste des auditeurs agréés en audit énergétique. »

Art. 10. L'annexe du présent arrêté forme l'annexe 9 dans l'arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments.

Section 2. — Dispositions transitoires

Art. 11. Les personnes morales agréées en tant qu'auditeurs conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, demeurent agréées jusqu'à la date de fin de leur période d'agrément actuelle. A cette date, leur agrément prend fin de plein droit.

Les personnes physiques agréées en tant qu'auditeur conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments avant l'entrée en vigueur du présent arrêté bénéficient du maintien de leur agrément pour une durée de cinq ans, sous réserve du respect de l'article 13, § 5, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments tel que modifié par le présent arrêté. Cet agrément est renouvelable.

CHAPITRE III. — Dispositions finales

Art. 12. Le Ministre qui a l'Energie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 16 septembre 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

ANNEXE

Critères de qualité analysés par l'administration dans le cadre de la procédure d'agrément

Critère 1 : Objectifs, hypothèses et état de la situation

— Objectif de l'audit (quels sont les vecteurs examinés dans l'audit, limitations éventuelles,...).

— Hypothèses de travail : paramètres utilisés dans l'audit (facteurs de conversion - PCI, PCS, coefficients d'émission de CO₂ - coûts des différents vecteurs,...).

— Présentation générale des caractéristiques du (ou des) bâtiment(s) (année de construction, architecture, affectation, surface occupée,...), ou du processus industriel ou de l'utilité (vapeur, air comprimé, etc).

Critère 2 : Analyse de la situation

— Analyse des consommations - idéalement sur trois années minimum pour chaque vecteur analysé - (en valeurs brutes et corrigées en fonction des degrés-jours, éventuellement : comparaison avec d'autres bâtiments du même secteur,...); le cas échéant, évolution de la consommation sur une période donnée (année civile, période estivale,...) pouvant faire apparaître des phénomènes transitoires (pointe quart-horaire, pic de consommation,...).

— Description détaillée du processus industriel, de l'utilité ou de l'enveloppe du bâtiment et des équipements avec leurs lacunes éventuelles.

— Bilan énergétique (étayé par calculs - par exemple pour un bâtiment : valeurs des coefficients de transmission, estimation du renouvellement d'air, calcul des déperditions thermiques, rendements de l'installation,...).

Critère 3 : Propositions d'améliorations chiffrées

— Propositions d'améliorations (par exemple pour un bâtiment, elles seront détaillées en terme de mise en œuvre - matériau utilisé, épaisseur - ou de technique utilisée - condensation, récupération de chaleur éventuelle - chiffrées en termes de coûts, d'économie d'énergie, de réduction des émissions de gaz polluants et de rentabilité) - les améliorations seront présentées dans un ordre logique (structures, équipements, gestion) ou par ordre de priorité (motivée par l'état du bâtiment et/ou des équipements, les économies engendrées et la rentabilité) en tenant compte de l'impact de chacune d'elles sur les suivantes; une attention particulière sera accordée à la mise en adéquation des besoins avec le matériel proposé.

— Recours éventuel à des technologies telles que la cogénération, l'utilisation des sources d'énergies renouvelables,...

Critère 4 : Connaissance des mécanismes d'aides financières des pouvoirs publics

— Aides disponibles pour les différentes améliorations envisagées (sources, montants, ...).

Critère 5 : Conclusions

— Enumération concise des décisions les plus pertinentes à mettre en place en vue d'améliorer la situation en fonction de l'objectif fixé.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 septembre 2010 modifiant les arrêtés du Gouvernement wallon du 30 mai 2002 relatif à l'octroi de subventions pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé (AMURE) et du 10 avril 2003 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments.

Namur, le 16 septembre 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2010 — 3411

[2010/205106]

16. SEPTEMBER 2010 — **Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung der Erlasse der Wallonischen Regierung vom 30. Mai 2002 über die Gewährung von Zuschüssen zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor ("AMURE") und vom 10. April 2003 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz von Gebäuden**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 9. Dezember 1993 über die Beihilfen und Beteiligungen der Wallonischen Region zur Förderung der rationalen Energiebenutzung, der Energieeinsparungen und der erneuerbaren Energien, insbesondere der Artikel 7 bis 10;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. Mai 2002 über die Gewährung von Zuschüssen zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor ("AMURE");

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz von Gebäuden;

Aufgrund des am 23. August 2010 in Anwendung des Artikels 84 Absatz 1 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 48.579/2/V des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für nachhaltige Entwicklung;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — **Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. Mai 2002 über die Gewährung von Zuschüssen zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor ("AMURE")**

Abschnitt 1 — **Abänderungsbestimmungen**

Artikel 1 - Artikel 1 6° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. Mai 2002 über die Gewährung von Zuschüssen zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor (AMURE) wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«6° Verwaltung: die operative Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie (DGO4) des öffentlichen Dienstes der Wallonie;».

Art. 2 - Artikel 3 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmungen ersetzt:

«Art. 3 - Die Bilanzen (Audits) werden von einem Sachverständigen durchgeführt, der von dem Unternehmen unter gemäß Artikel 8 des vorliegenden Erlasses zugelassenen Sachverständigen bestellt wird. Der so bestellte Sachverständige muss außerdem von jedem Lieferanten von Energie, Ausrüstungen oder Arbeiten, die im Audit erwähnt werden, unabhängig sein.»

Art. 3 - Artikel 8 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmungen ersetzt:

«Art. 8 - § 1 - Unter Beachtung der Bestimmungen des vorliegenden Artikels kann als Sachverständiger für Energieaudits (Energiebilanzen) jede natürliche Person, die Inhaber eines Masterdiploms als Zivilingenieur, eines Masterdiploms als Architekt, eines Masterdiploms in Wissenschaften des Industrieingenieurs ist, oder jede natürliche Person, die eine Erfahrung von mindestens fünf Jahren in einem der folgenden Bereiche nachweisen kann, zugelassen werden:

- gesamtes Energieaudit von Gebäuden;
- Audit der Heiz-, Belüftungs- und Klimatisierungssysteme;
- Audit der Beleuchtungssysteme;
- Audit der Systeme zur Energieerzeugung mittels erneuerbarer Energiequellen;
- Energieaudit für Industrieverfahren.

§ 2 - Der Antrag auf Zulassung wird bei der Verwaltung mittels des Antragsformulars, das auf dem Internet-Portal der Energie in der Wallonischen Region (<http://energie.wallonie.be>) oder auf einfachen Antrag bei der Verwaltung erhältlich ist, eingereicht.

Die Akte bezüglich des Zulassungsantrags umfasst u.a. folgende Elemente:

- Name, Anschrift und Beruf des Antragstellers;
- eine Kopie des erforderlichen Diploms oder jedes Dokument, durch welches das kraft § 1 erforderliche Erfahrungsniveau bescheinigt wird;
- eine Beschreibung der technischen Mittel, über die der Antragsteller verfügt;
- die nach der im Formular aufgestellten Liste bestimmten Kompetenzbereiche, für die der Antragsteller zugelassen werden möchte;
- eine Kopie von mindestens drei vom Antragsteller im Laufe der letzten drei Jahre vor der Antragstellung durchgeführten Auditberichten, die jeden der Kompetenzbereiche, für die der Antragsteller zugelassen werden möchte, betreffen. Falls der Antragsteller, der Inhaber eines der in § 1 aufgelisteten Diplome ist, die vorerwähnten Berichte seinem Antrag nicht beifügen kann, findet das in § 4 erwähnte Verfahren Anwendung.

§ 3 - Innerhalb von zwanzig Tagen nach Eingang der Antragsakte stellt die Verwaltung dem Antragsteller eine Empfangsbestätigung zu, die mitteilt, ob die Antragsakte vollständig ist. Ist die Antragsakte unvollständig, werden in der Empfangsbestätigung ebenfalls die fehlenden Unterlagen aufgeführt und wird mitgeteilt, dass das Verfahren ab dem Tag des Erhalts der vollständigen Akte wieder aufgenommen wird.

Der Minister befindet über den Zulassungsantrag, nach Begutachtung durch die Verwaltung, die den Antragsteller anhören kann. Dieses Gutachten wird innerhalb einer Frist von fünfundsiebzig Tagen ab dem Tag des Eingangs der vollständigen Akte abgegeben. Diese Frist verlängert sich auf sechzig Tage, wenn der Antragsteller von der Verwaltung angehört worden ist. Der Minister stellt dem Antragsteller seine Entscheidung innerhalb von fünfundsiebzig Tagen ab dem Tag des Eingangs der vollständigen Akte zu. Ist der Antragsteller von der Verwaltung angehört worden, verlängert sich diese Frist auf neunzig Tage.

Die Zulassung wird ggf. für einen Zeitraum von fünf Jahren ab der Zustellung des Beschlusses des Ministers gewährt und kann auf der Grundlage eines Antrags auf Erneuerung, der bei der Verwaltung mittels des auf dem Internet-Portal der Energie in der Wallonischen Region (<http://energie.wallonie.be>) oder auf einfachen Antrag bei der Verwaltung verfügbaren Formulars eingereicht wird, erneuert werden, dies spätestens einhundertzwanzig Tage vor dem Ablauf der Zulassung. In diesem Fall wird die Zulassung bis zu dem Zeitpunkt verlängert, an dem der Minister über den Antrag auf Erneuerung befunden hat.

Das Gutachten der Verwaltung bezüglich des Zulassungsantrags wird auf der Grundlage der Elemente, aus denen die Akte bezüglich des Zulassungsantrags besteht, abgegeben. Die Verwaltung kontrolliert ebenfalls die Qualität der in § 2 Absatz 2 5. Strich erwähnten Berichte auf der Grundlage der in der Anlage 4 stehenden Kriterien.

§ 4 - Falls ein Antragsteller, der Inhaber eines der in § 1 aufgelisteten Diplome ist, die in § 2 Absatz 2 5. Strich erwähnten Berichte seinem Zulassungsantrag nicht beifügen kann, hat die Zulassung eine Dauer von einem Jahr ab der Zustellung des Beschlusses des Ministers.

Im in Absatz 1 erwähnten Fall muss der Inhaber der Zulassung der Verwaltung eine Kopie der im Rahmen seiner Tätigkeit als für Energieaudits zugelassener Sachverständiger verfassten Berichte innerhalb von fünfzehn Tagen ab deren Verfassung übermitteln.

Die Verwaltung untersucht die Qualität der übermittelten Berichte auf der Grundlage der in der Anlage 4 stehenden Qualitätskriterien und übermittelt innerhalb von dreißig Tagen nach dem Eingang der Berichte eine Empfangsbestätigung, in der erwähnt wird, ob die vorerwähnte Kontrolle keine Mängel festgestellt hat.

Spätestens vierzig Tage vor dem Ablaufdatum dieses ersten Zulassungsjahres und falls die Verwaltung bei den in Absatz 2 erwähnten Kontrollen auf der Grundlage der in der Anlage 4 erwähnten Kriterien wiederholte Mängel festgestellt hat oder auch wenn der zugelassene Sachverständige keinen Auditbericht erstellt hat, teilt der Minister dem Inhaber der Zulassung mit, dass die Zulassung abgelaufen ist. Der Beschluss zum Entzug der Zulassung wird auf dem Internet-Portal der Energie in der Wallonischen Region (<http://energie.wallonie.be>) veröffentlicht.

Am Ende dieses ersten Zulassungsjahres und falls die Verwaltung bei den vorerwähnten Kontrollen keine wiederholten Mängel auf der Grundlage der in der Anlage 4 erwähnten Kriterien festgestellt hat, wird die Zulassung durch den Minister für einen erneuerbaren Zeitraum von fünf Jahren verlängert.

§ 5 - Die Verwaltung ist berechtigt, die von den zugelassenen Sachverständigen durchgeführten Bilanzen (Audits) zu kontrollieren.

Wenn die Verwaltung in Bezug auf die in der Anlage 4 stehenden Kriterien Mängel in den durch den zugelassenen Sachverständigen erstellten Auditberichten feststellt, teilt sie ihm dies brieflich mit. In diesem Brief werden die betreffenden Auditberichte sowie die vorerwähnten Qualitätskriterien, deren Nichteinhaltung festgestellt worden ist, erwähnt; durch diesen Brief wird der zugelassene Sachverständige ebenfalls vorgeladen. Bei dessen Anhörung lässt der zugelassene Sachverständige seine Argumente bezüglich der festgestellten Mängel gelten. Nach dieser Anhörung oder wenn der zugelassene Sachverständige die Anhörung verweigert, schlägt die Verwaltung dem Minister ggf. die Einsendung einer Mahnung oder den Entzug der Zulassung als zugelassener Sachverständiger für Energieaudits vor. Der Beschluss zum Entzug der Zulassung wird dem zugelassenen Sachverständigen zugestellt und auf dem Internet-Portal der Energie in der Wallonischen Region (<http://energie.wallonie.be>) veröffentlicht.

Die einem Sachverständigen aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz von Gebäuden gewährte Zulassung endet von Rechts wegen bei dem Entzug der in dem vorliegenden Erlass erwähnten Zulassung.

Der zugelassene Sachverständige, dessen Zulassung entzogen worden ist, darf binnen drei Jahren nach dem Beschluss zum Entzug der Zulassung keinen neuen Antrag auf Zulassung sowohl im Rahmen des vorliegenden Erlasses als auch im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz von Gebäuden einreichen.

§ 6 - Die Verwaltung veröffentlicht und verwaltet auf dem Internet-Portal der Energie in der Wallonischen Region (<http://energie.wallonie.be>) die Liste der für Energieaudits zugelassenen Sachverständigen.»

Art. 4 - Die Anlage zum vorliegenden Erlass bildet die Anlage 4 zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. Mai 2002 über die Gewährung von Zuschüssen zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor ("AMURE").

Abschnitt 2 — Übergangsbestimmungen

Art. 5 - § 1 - Die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. Mai 2002 über die Gewährung von Zuschüssen zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor ("AMURE") als Sachverständiger für Energieaudits zugelassenen juristischen Personen behalten ihre Zulassung bis zum Datum des Ablaufs ihres jetzigen Zulassungszeitraums. Zu diesem Zeitpunkt endet ihre Zulassung von Rechts wegen.

§ 2 - Die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. Mai 2002 über die Gewährung von Zuschüssen zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor ("AMURE") als Sachverständiger für Energieaudit zugelassenen natürlichen Personen behalten ihre Zulassung für einen erneuerbaren Zeitraum von fünf Jahren, dies vorbehaltlich der Beachtung von Artikel 8 § 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. Mai 2002 über die Gewährung von Zuschüssen zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor ("AMURE"), so wie durch den vorliegenden Erlass abgeändert. Diese Zulassung kann erneuert werden.

KAPITEL II — *Abänderungen an dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz von Gebäuden*

Abschnitt 1 — Abänderungsbestimmungen

Art. 6 - Die Überschrift des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz von Gebäuden wird durch folgenden Wortlaut ergänzt: "(UREBA)".

Art. 7 - Artikel 1 2° desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«2° Verwaltung: die operative Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie (DGO4) des öffentlichen Dienstes der Wallonie;».

Art. 8 - Artikel 6 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 6 - Um Gegenstand eines Zuschusses sein zu können, muss die Energiebilanz (das Audit) von einem zugelassenen Auditor durchgeführt werden. Der bezeichnete Auditor muss außerdem von jedem Lieferanten von Energie, Ausrüstungen oder Arbeiten, die in der Energiebilanz (im Audit) erwähnt werden, unabhängig sein.»

Art. 9 - Artikel 13 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 13 - § 1 - Unter Beachtung der Bestimmungen des vorliegenden Artikels kann als Auditor jede natürliche Person, die Inhaber eines Masterdiploms als Zivilingenieur, eines Masterdiploms als Architekt, eines Masterdiploms in Wissenschaften des Industrieingenieurs ist, oder jede natürliche Person, die eine Erfahrung von mindestens fünf Jahren in einem der folgenden Bereichen nachweisen kann, zugelassen werden:

- gesamtes Energieaudit von Gebäuden;
- Audit der Heiz-, Belüftungs- und Klimatisierungssysteme;
- Audit der Beleuchtungssysteme;
- Audit der Systeme zur Energieerzeugung mittels erneuerbarer Energiequellen;
- Energieaudit für Industrieverfahren.

§ 2 - Der Antrag auf Zulassung wird bei der Verwaltung mittels des Antragsformulars, das auf dem Internet-Portal der Energie in der Wallonischen Region (<http://energie.wallonie.be>) oder auf einfachen Antrag bei der Verwaltung erhältlich ist, eingereicht.

Die Akte bezüglich des Zulassungsantrags umfasst u.a. folgende Elemente:

- Name, Anschrift und Beruf des Antragstellers;
- eine Kopie des erforderlichen Diploms oder jedes Dokument, durch welches das kraft § 1 erforderliche Erfahrungsniveau bescheinigt wird;
- eine Beschreibung der technischen Mittel, über die der Antragsteller verfügt;
- die nach der im Formular aufgestellten Liste bestimmten Kompetenzbereiche, für die der Antragsteller zugelassen werden möchte;
- eine Kopie von mindestens drei vom Antragsteller im Laufe der letzten drei Jahre vor der Antragstellung durchgeführten Auditberichten, die jeden der Kompetenzbereiche, für die der Antragsteller zugelassen werden möchte, betreffen. Falls der Antragsteller, der Inhaber eines der in § 1 aufgelisteten Diplome ist, die vorerwähnten Berichte seinem Antrag nicht beifügen kann, findet das in § 4 erwähnte Verfahren Anwendung.

§ 3 - Innerhalb von zwanzig Tagen nach Eingang der Antragsakte stellt die Verwaltung dem Antragsteller eine Empfangsbestätigung zu, die mitteilt, ob die Antragsakte vollständig ist. Sind die Antragsunterlagen unvollständig, werden in der Empfangsbestätigung ebenfalls die fehlenden Unterlagen aufgeführt und wird mitgeteilt, dass das Verfahren ab dem Tag des Erhalts der vollständigen Akte wieder aufgenommen wird.

Der Minister befindet über den Zulassungsantrag, nach Begutachtung durch die Verwaltung, die den Antragsteller anhören kann. Dieses Gutachten wird innerhalb einer Frist von fünfundvierzig Tagen ab dem Tag des Eingangs der vollständigen Akte abgegeben. Diese Frist verlängert sich auf 60 Tage, wenn der Antragsteller von der Verwaltung angehört worden ist. Der Minister stellt dem Antragsteller seine Entscheidung innerhalb von fünfundsiebzig Tagen ab dem Tag des Eingangs der vollständigen Akte zu. Ist der Antragsteller von der Verwaltung angehört worden, verlängert sich diese Frist auf neunzig Tage.

Die Zulassung wird ggf. für einen Zeitraum von fünf Jahren ab der Zustellung des Beschlusses des Ministers gewährt und kann auf der Grundlage eines Antrags auf Erneuerung, der bei der Verwaltung mittels des auf dem Internet-Portal der Energie in der Wallonischen Region (<http://energie.wallonie.be>) oder auf einfachen Antrag bei der Verwaltung verfügbaren Formulars eingereicht wird, erneuert werden, dies spätestens einhundertzwanzig Tage vor dem Ablauf der Zulassung. In diesem Fall wird die Zulassung bis zu dem Zeitpunkt verlängert, an dem der Minister über den Antrag auf Erneuerung befunden hat.

Das Gutachten der Verwaltung bezüglich des Zulassungsantrags wird auf der Grundlage der Elemente, aus denen die Akte bezüglich des Zulassungsantrags besteht, abgegeben. Die Verwaltung kontrolliert ebenfalls die Qualität der in § 22 Absatz 2 5. Strich erwähnten Berichte auf der Grundlage der in der Anlage 9 stehenden Kriterien.

§ 4 - Falls ein Antragsteller, der Inhaber eines der in § 1 aufgelisteten Diplome ist, die in § 2 Absatz 2 5. Strich erwähnten Berichte seinem Zulassungsantrag nicht beifügen kann, hat die Zulassung eine Dauer von einem Jahr ab der Zustellung des Beschlusses des Ministers.

Im in Absatz 1 erwähnten Fall muss der Inhaber der Zulassung der Verwaltung eine Kopie der im Rahmen seiner Tätigkeit als für Energieaudits zugelassener Auditor verfassten Berichte innerhalb von fünfzehn Tagen ab deren Verfassung übermitteln.

Die Verwaltung untersucht die Qualität der übermittelten Berichte auf der Grundlage der in der Anlage 9 stehenden Qualitätskriterien und übermittelt innerhalb von dreißig Tagen nach dem Eingang der Berichte eine Empfangsbestätigung, in der erwähnt wird, ob die vorerwähnte Kontrolle keine Mängel festgestellt hat.

Spätestens vierzig Tage vor dem Ablaufdatum dieses ersten Zulassungsjahres und falls die Verwaltung bei den in Absatz 2 erwähnten Kontrollen auf der Grundlage der in der Anlage 9 erwähnten Kriterien wiederholte Mängel festgestellt hat oder auch wenn der zugelassene Auditor keinen Auditbericht erstellt hat, teilt der Minister dem Inhaber der Zulassung mit, dass die Zulassung abgelaufen ist. Der Beschluss zum Entzug der Zulassung wird auf dem Internet-Portal der Energie in der Wallonischen Region (<http://energie.wallonie.be>) veröffentlicht.

Am Ende des ersten Zulassungsjahres und falls die Verwaltung bei den vorerwähnten Kontrollen keine wiederholten Mängel auf der Grundlage der in der Anlage 9 erwähnten Kriterien festgestellt hat, wird die Zulassung durch den Minister für einen erneuerbaren Zeitraum von fünf Jahren verlängert.

§ 5 - Die Verwaltung ist berechtigt, die von zugelassenen Auditoren durchgeführten Bilanzen (Audits) zu kontrollieren.

Wenn die Verwaltung die in Bezug auf in der Anlage 9 stehenden Kriterien Mängel in den durch den Auditor erstellten Auditberichten feststellt, teilt sie ihm dies brieflich mit.

In diesem Brief werden die betreffenden Auditberichte sowie die vorerwähnten Qualitätskriterien, deren Nichteinhaltung festgestellt worden ist, erwähnt; durch diesen Brief wird der Auditor ebenfalls vorgeladen. Bei dessen Anhörung lässt Letzterer seine Argumente bezüglich der festgestellten Mängel gelten. Nach dieser Anhörung oder wenn der Auditor die Anhörung verweigert, schlägt die Verwaltung dem Minister ggf. die Einsendung einer Mahnung oder den Entzug der Zulassung als zugelassener Auditor vor.

Der Beschluss zum Entzug der Zulassung wird dem zugelassenen Auditor zugestellt und auf dem Internet-Portal der Energie in der Wallonischen Region (<http://energie.wallonie.be>) veröffentlicht.

Die einem zugelassenen Sachverständigen aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. Mai 2002 über die Gewährung von Zuschüssen zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor ("AMURE") gewährte Zulassung endet von Rechts wegen, falls die in dem vorliegenden Erlass erwähnte Zulassung entzogen wird.

Der Auditor, dessen Zulassung entzogen worden ist, darf binnen drei Jahren nach dem Beschluss zum Entzug der Zulassung keinen neuen Antrag auf Zulassung sowohl im Rahmen des vorliegenden Erlasses als auch im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. April 2002 über die Gewährung von Zuschüssen zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor ("AMURE") innerhalb von drei Jahren nach dem Beschluss zum Entzug einreichen.

§ 6 - Die Verwaltung veröffentlicht und verwaltet auf dem Internet-Portal der Energie in der Wallonischen Region (<http://energie.wallonie.be>) die Liste der zugelassenen Energieauditoren.»

Art. 10 - Die Anlage zum vorliegenden Erlass bildet die Anlage 9 zum Erlass der Wallonischen Regierung über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz von Gebäuden.

Abschnitt 2 — Übergangsbestimmungen

Art. 11 - Die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz von Gebäuden vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses als Auditor zugelassenen juristischen Personen behalten ihre Zulassung bis zum Datum des Ablaufs ihres jetzigen Zulassungszeitraums. Zu diesem Zeitpunkt endet ihre Zulassung von Rechts wegen.

Die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz von Gebäuden vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses als Auditor zugelassenen natürlichen Personen behalten ihre Zulassung für einen Zeitraum von fünf Jahren, dies unter Vorbehalt der Beachtung von Artikel 13, § 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz von Gebäuden, so wie durch den vorliegenden Erlass abgeändert. Diese Zulassung kann erneuert werden.

KAPITEL III — Schlussbestimmungen

Art. 12 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 16. September 2010

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst
J.-M. NOLLET

ANLAGE

Durch die Verwaltung im Rahmen des Zulassungsverfahrens analysierte Qualitätskriterien

Kriterium 1: Zielsetzungen, Hypothesen und Bestandsaufnahme

- Zielsetzung des Audits (welches sind die im Audit untersuchten Vektoren, etwaigen Begrenzungen,...).
- Arbeitshypothesen: im Audit verwendete Parameter (Umsetzungsfaktoren - unterer Heizwert, oberer Heizwert, CO₂-Emissionskoeffizient - Kosten der unterschiedlichen Vektoren,...).
- Allgemeine Darstellung der Merkmale des (bzw. der) Gebäude(s) (Baujahr, Architektur, Zweckbestimmung, benutzte Fläche,...) oder des Industrieverfahrens oder der Nützlichkeit (Dampf, Druckluft, usw.).

Kriterium 2: Analyse der Lage

- Analyse der Verbrauchsmengen - idealerweise je Zeiträume von mindestens drei Jahren für jeden analysierten Vektor - (in Bruttowerten, die eventuell unter Berücksichtigung der Gradtage korrigiert werden: ggf. Vergleich mit anderen Gebäuden in demselben Sektor,...) ggf. Entwicklung des Verbrauches im Laufe eines bestimmten Zeitraums (Kalenderjahr, Sommermonate,...), mittels deren vorübergehende Phänomene erkennbar werden können (viertelstündige Spitze, Verbrauchsspitze,...).

— Detaillierte Beschreibung des Industrieverfahrens, der Nützlichkeit oder der Umhüllung des Gebäudes und der Ausrüstungen mit deren etwaigen Mängeln.

- Energiebilanz (durch Rechnungen unterstützt - z.B. für ein Gebäude: Werte der Übertragungskoeffizienten, Schätzung der Lufterneuerung, Berechnung der Wärmeverluste, Leistungen der Anlage,...).

Kriterium 3: mit Zahlen belegte Vorschläge zu Verbesserungen

— Verbesserungsvorschläge (z.B. in Bezug auf ein Gebäude; sie werden hinsichtlich der Ausführung - verwendetes Material, Dicke - oder der verwendeten Technik - Kondensation, Rückgewinnung der etwaigen Wärme - beschrieben und mit Zahlen für die Kosten, die Energieeinsparung, die Verringerung der Emissionen von gasförmigen Schadstoffen und Rentabilität belegt) - die Verbesserungen werden in einer logischen Reihenfolge (Strukturen, Ausrüstungen, Verwaltung) oder nach Priorität (begründet durch den Zustand des Gebäudes und/oder der Ausrüstungen, die erreichten Einsparungen und die Rentabilität) vorgestellt, dies unter Berücksichtigung der Auswirkung von jeder von ihnen auf die folgenden; man wird besonders auf die Anpassung der Bedürfnisse an das vorgeschlagene Material aufmerksam sein.

- Etwaiges Zurückgreifen auf Technologien wie die Kraft/Wärme-Kopplung, die Verwendung von erneuerbaren Energiequellen,...

Kriterium 4: Kenntnis der Mechanismen in Sachen finanzielle Beihilfen der öffentlichen Behörden

- Für die berücksichtigten Verbesserungen verfügbare Beihilfen (Quellen, Beträge,...).

Kriterium 5: Schlussfolgerungen

- Kurze Auflistung der relevantesten Beschlüsse, die einzusetzen sind, um die Lage unter Berücksichtigung der festgesetzten Zielsetzung aufzubessern.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. September 2010 zur Abänderung der Erlasse der Wallonischen Regierung vom 30. Mai 2002 über die Gewährung von Zuschüssen zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor ("AMURE") und vom 10. April 2003 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz von Gebäuden beigefügt zu werden.

Namur, den 16. September 2010

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2010 — 3411

[2010/205106]

16 SEPTEMBER 2010. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 mei 2002 betreffende de toekenning van toelagen voor de verbetering van de energetische efficiëntie en voor de bevordering van een rationeler energiegebruik van de privésector (AMURE) en van het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de toekenning van subsidies aan de publiekrechtelijke personen en aan de niet-commerciële instellingen voor de verwezenlijking van studies en werken die een betere energieprestatie van de gebouwen beogen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 9 december 1993 betreffende de hulp en de tegemoetkomingen van het Waalse Gewest voor de bevordering van rationeel energiegebruik, energiebesparingen en hernieuwbare energieën, inzonderheid op de artikelen 7 tot 10;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 mei 2002 betreffende de toekenning van toelagen voor de verbetering van de energetische efficiëntie en voor de bevordering van een rationeler energiegebruik van de privé-sector (AMURE);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de toekenning van subsidies aan de publiekrechtelijke personen en aan de niet-commerciële instellingen voor de verwezenlijking van studies en werken die een betere energieprestatie van de gebouwen beogen;

Gelet op het advies 48.579/2/V van de Raad van State, gegeven op 23 augustus 2010, overeenkomstig artikel 84, § 1, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Duurzame Ontwikkeling;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 30 mei 2002 betreffende de toekenning van toelagen voor de verbetering van de energetische efficiëntie en voor de bevordering van een rationeler energiegebruik van de privé-sector (AMURE)

Afdeling 1. — Wijzigingsbepalingen

Artikel 1. Artikel 1, 6^o, van het besluit van de Waalse Regering van 30 mei 2002 betreffende de toekenning van toelagen voor de verbetering van de energetische efficiëntie en voor de bevordering van een rationeler energiegebruik van de privé-sector (AMURE) wordt vervangen als volgt :

« 6^o administratie : het Operationeel Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie (DGO4) van de Waalse Overheidsdienst; »

Art. 2. Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 3. De audits worden uitgevoerd door een deskundige die door de onderneming aangewezen wordt onder de overeenkomstig artikel van dit besluit erkende deskundigen. De deskundige is bovendien onafhankelijk van elke leverancier van energie, uitrustingen of werken bedoeld in de audit. »

Art. 3. Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 8. § 1. Met inachtneming van de bepalingen van dit artikel kan de erkenning als energieauditdeskundige verleend worden aan elke natuurlijke persoon die houder is van een masterdiploma burgerlijk ingenieur, architect, wetenschappen industrieel ingenieur of aan elke natuurlijke persoon die het bewijs kan leveren van minimum vijf jaar ervaring in één van de volgende domeinen :

- globale energieaudit van gebouwen;
- audit van verwarmings-, ventilatie- en airconditioningsystemen;
- audit van verlichtingssystemen;
- audit van systemen voor energieproductie uit hernieuwbare energiebronnen;
- energieaudit van industriële processen.

§ 2. De erkenningsaanvraag wordt aan de administratie gericht d.m.v. het aanvraagformulier dat verkrijgbaar is op de portaalsite energie in het Waalse Gewest <http://energie.wallonie.be> of op gewoon verzoek bij de administratie.

Het erkenningsaanvraagdossier bevat o.a. de volgende elementen :

- de naam, het adres en het beroep van de aanvrager;
- een afschrift van het vereiste diploma of elk document ter bevestiging van het ervaringsniveau vereist in § 1;
- een omschrijving van de technische middelen waarover de aanvrager beschikt;
- de vaardigheidsdomeinen opgenomen op de lijst die in het formulier vastligt en waarvoor de aanvrager erkend wenst te worden;
- een afschrift van minstens drie auditrapporten opgesteld door de aanvrager in de loop van de drie laatste jaren die aan de aanvraag voorafgaan en die betrekking hebben op elk van de vaardigheidsdomeinen waarvoor de aanvrager erkend wenst te worden. Indien een aanvrager die houder is van één van de in § 1 vermelde diploma's zijn erkenningsaanvraag onmogelijk vergezeld kan laten gaan van voornoemde rapporten, wordt de in § 4 bedoelde procedure toegepast.

§ 3. Binnen twintig dagen na ontvangst van het aanvraagdossier richt de administratie aan de aanvrager een bericht van ontvangst waarin nader bepaald wordt of het aanvraagdossier volledig is. Indien het aanvraagdossier onvolledig is, wordt in het bericht van ontvangst gewezen op de ontbrekende stukken en wordt gepreciseerd dat de procedure hervat wordt met ingang van de datum van ontvangst van het volledige dossier.

De Minister beslist over de erkenningsaanvraag na advies van de administratie, die het recht heeft om de aanvrager te verhoren. Dat advies wordt uitgebracht binnen een termijn van vijfenveertig dagen, die ingaat op de datum van ontvangst van het volledige dossier. Die termijn bedraagt zestig dagen indien de aanvrager door de administratie werd gehoord. De Minister geeft de aanvrager kennis van zijn beslissing binnen een termijn van vijfenzeventig dagen, die ingaat op de datum van ontvangst van het volledige dossier. Die termijn bedraagt negentig dagen indien de aanvrager door de administratie werd gehoord.

De erkenning wordt desgevallend verleend voor een periode van vijf jaar, te rekenen van de datum van kennisgeving van de beslissing van de Minister, en is hernieuwbaar op grond van een hernieuwingsaanvraag gericht aan de administratie d.m.v. een hernieuwingsformulier dat verkrijgbaar is op de portaalsite energie in het Waalse Gewest <http://energie.wallonie.be> of op gewoon verzoek bij de administratie, uiterlijk honderdtwintig dagen voor de vervaldatum van de erkenning. In dat geval wordt de erkenning verlengd totdat de Minister zich over de hernieuwingsaanvraag uitgesproken heeft.

Het advies van de administratie over de erkenningsaanvraag wordt uitgebracht op basis van de elementen waaruit het erkenningsaanvraagdossier bestaat. De administratie controleert ook de kwaliteit van de rapporten bedoeld in § 2, tweede lid, 5e streepje, op basis van de kwaliteitscriteria opgenomen in bijlage 4.

§ 4. Indien een aanvrager die houder is van één van de in § 1 opgesomde diploma's zijn erkenningsaanvraag onmogelijk vergezeld kan laten gaan van de rapporten bedoeld in § 2, tweede lid, 5e streepje, heeft de erkenning een duur van één jaar, te rekenen van de datum van kennisgeving van de beslissing van de Minister.

In het geval bedoeld in het eerste lid is de begunstigde verplicht een afschrift van de rapporten die hij in het kader van zijn activiteit van erkende energieauditdeskundige heeft opgesteld binnen vijftien dagen na de opstelling ervan aan de administratie over te maken.

De administratie onderzoekt de kwaliteit van de overgemaakte rapporten op basis van de kwaliteitscriteria opgenomen in bijlage 4 en maakt binnen dertig dagen na ontvangst van de rapporten een bericht van ontvangst over waarin nader bepaald wordt of voornoemde controle geen nalatigheid aan het licht gebracht heeft.

Indien de administratie tijdens de controles bedoeld in het tweede lid op basis van de in bijlage 4 opgenomen kwaliteitscriteria herhaalde nalatigheden heeft vastgesteld of indien de erkende deskundige geen auditrapport heeft overgelegd, laat de Minister de begunstigde van de erkenning uiterlijk veertig dagen voor de einddatum van dat eerste erkenningsjaar weten dat de erkenning afgelopen is. De beslissing tot intrekking van de erkenning wordt bekendgemaakt op de portaalsite energie in het Waalse Gewest <http://energie.wallonie.be>

Na afloop van dat eerste erkenningsjaar wordt de erkenning door de Minister voor een hernieuwbare periode van vijf jaar verlengd indien de administratie tijdens voornoemde controles geen herhaalde nalatigheid heeft vastgesteld op basis van de kwaliteitscriteria opgenomen in bijlage 4.

§ 5. De administratie is bevoegd om controle uit te oefenen op de audits die door de erkende deskundigen uitgevoerd worden.

Wanneer de administratie op grond van de in bijlage 4 opgenomen kwaliteitscriteria nalatigheden in de door de erkende deskundige opgestelde auditrapporten vaststelt, wijst ze hem daarop in een schrijven. In dat schrijven wordt gewag gemaakt van bedoelde auditrapporten, alsook van voornoemde kwaliteitscriteria op grond waarvan de nalatigheid is vastgesteld en wordt de erkende deskundige voor verhoor uitgenodigd. Tijdens zijn verhoor laat de erkende deskundige zijn argumenten m.b.t. de vastgestelde nalatigheden gelden. Na dat verhoor of indien de deskundige weigert verhoord te worden, stelt de administratie aan de Minister voor om desgevallend een waarschuwing te verzenden of de erkenning als erkende energieauditdeskundige in te trekken. De beslissing tot intrekking van de erkenning wordt meegedeeld aan de erkende deskundige en bekendgemaakt op de portaalsite energie in het Waalse Gewest <http://energie.wallonie.be>

De erkenning die aan een erkende deskundige verleend wordt krachtens het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de toekenning van subsidies aan de publiekrechtelijke personen en aan de niet-commerciële instellingen voor de verwezenlijking van studies en werken die een betere energieprestatie van de gebouwen beogen loopt van rechtswege af in geval van intrekking van de erkenning waarop dit besluit betrekking heeft.

De erkende deskundige waarvan de erkenning ingetrokken wordt mag geen nieuwe erkenningsaanvraag indienen binnen drie jaar na de beslissing tot intrekking, noch in het kader van dit besluit, noch in het kader van het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de toekenning van subsidies aan de publiekrechtelijke personen en aan de niet-commerciële instellingen voor de verwezenlijking van studies en werken die een betere energieprestatie van de gebouwen beogen.

§ 6. De lijst van de erkende energieauditdeskundigen wordt door de administratie bekendgemaakt en beheerd op de portaalsite energie in het Waalse Gewest <http://energie.wallonie.be>. »

Art. 4. De bijlage bij dit besluit vormt bijlage 4 bij het besluit van de Waalse Regering van 30 mei 2002 betreffende de toekenning van toelagen voor de verbetering van de energetische efficiëntie en voor de bevordering van een rationeler energiegebruik van de privé-sector (AMURE).

Afdeling 2. — Overgangsbepalingen

Art. 5. § 1. De rechtspersonen die voor de inwerkingtreding van dit besluit als energieauditdeskundige erkend zijn overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 30 mei 2002 betreffende de toekenning van toelagen voor de verbetering van de energetische efficiëntie en voor de bevordering van een rationeler energiegebruik van de privé-sector (AMURE) blijven erkend tot de einddatum van hun lopende erkenningsperiode. Op die datum loopt hun erkenning van rechtswege af.

§ 2. De natuurlijke personen die voor de inwerkingtreding van dit besluit als energieauditdeskundige erkend zijn overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 30 mei 2002 betreffende de toekenning van toelagen voor de verbetering van de energetische efficiëntie en voor de bevordering van een rationeler energiegebruik van de privé-sector (AMURE) blijven voor een hernieuwbare periode van vijf jaar erkend, onder voorbehoud van de inachtneming van artikel 8, § 5, van het besluit van de Waalse Regering van 30 mei 2002 betreffende de toekenning van toelagen voor de verbetering van de energetische efficiëntie en voor de bevordering van een rationeler energiegebruik van de privé-sector (AMURE), zoals gewijzigd bij dit besluit. Die erkenning is hernieuwbaar.

HOOFDSTUK II. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de toekenning van subsidies aan de publiekrechtelijke personen en aan de niet-commerciële instellingen voor de verwezenlijking van studies en werken die een betere energieprestatie van de gebouwen beogen

Afdeling 1. — Wijzigingsbepalingen

Art. 6. Het opschrift van het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de toekenning van subsidies aan de publiekrechtelijke personen en aan de niet-commerciële instellingen voor de verwezenlijking van studies en werken die een betere energieprestatie van de gebouwen beogen wordt aangevuld als volgt : "(UREBA)".

Art. 7. Artikel 1, 2°, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« 2° administratie : het Operationeel Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie (DGO4) van de Waalse Overheidsdienst; ».

Art. 8. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 6. Om in aanmerking te komen voor subsidies wordt de audit door een erkende auditeur uitgevoerd. De aangewezen auditeur is bovendien onafhankelijk van elke leverancier van energie, uitrustingen of werken bedoeld in de audit. »

Art. 9. Artikel 13 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 13. § 1. Met inachtneming van de bepalingen van dit artikel kan de erkenning als auditeur verleend worden aan elke natuurlijke persoon die houder is van een masterdiploma burgerlijk ingenieur, architect, wetenschappen industrieel ingenieur of aan elke natuurlijke persoon die het bewijs kan leveren van minimum vijf jaar ervaring in één van de volgende domeinen :

- globale energieaudit van gebouwen;
- audit van verwarmings-, ventilatie- en airconditioningssystemen;
- audit van verlichtingssystemen;
- audit van systemen voor energieproductie uit hernieuwbare energiebronnen;
- energieaudit van industriële processen.

§ 2. De erkenningsaanvraag wordt aan de administratie gericht d.m.v. het aanvraagformulier dat verkrijgbaar is op de portaalsite energie in het Waalse Gewest <http://energie.wallonie.be> of op gewoon verzoek bij de administratie.

Het erkenningsaanvraagdossier bevat o.a. de volgende elementen :

- de naam, het adres en het beroep van de aanvrager;
- een afschrift van het vereiste diploma of elk document ter bevestiging van het ervaringsniveau vereist in § 1;
- een omschrijving van de technische middelen waarover de aanvrager beschikt;
- de vaardigheidsdomeinen opgenomen op de lijst die in het formulier vastligt en waarvoor de aanvrager erkend wenst te worden;
- een afschrift van minstens drie auditrapporten opgesteld door de aanvrager in de loop van de drie laatste jaren die aan de aanvraag voorafgaan en die betrekking hebben op elk van de vaardigheidsdomeinen waarvoor de aanvrager erkend wenst te worden. Indien een aanvrager die houder is van één van de in § 1 vermelde diploma's zijn erkenningsaanvraag onmogelijk vergezeld kan laten gaan van voornoemde rapporten, wordt de in § 4 bedoelde procedure toegepast.

§ 3. Binnen twintig dagen na ontvangst van het aanvraagdossier richt de administratie aan de aanvrager een bericht van ontvangst waarin nader bepaald wordt of het aanvraagdossier volledig is. Indien het aanvraagdossier onvolledig is, wordt in het bericht van ontvangst gewezen op de ontbrekende stukken en wordt gepreciseerd dat de procedure hervat wordt met ingang van de datum van ontvangst van het volledige dossier.

De Minister beslist over de erkenningsaanvraag na advies van de administratie, die het recht heeft om de aanvrager te verhoren. Dat advies wordt uitgebracht binnen een termijn van vijfenveertig dagen, die ingaat op de datum van ontvangst van het volledige dossier. Die termijn bedraagt zestig dagen indien de aanvrager door de administratie werd gehoord. De Minister geeft de aanvrager kennis van zijn beslissing binnen een termijn van vijfenzeventig dagen, die ingaat op de datum van ontvangst van het volledige dossier. Die termijn bedraagt negentig dagen indien de aanvrager door de administratie werd gehoord.

De erkenning wordt desgevallend verleend voor een periode van vijf jaar, te rekenen van de datum van kennisgeving van de beslissing van de Minister, en is hernieuwbaar op grond van een hernieuwingsaanvraag gericht aan de administratie d.m.v. een hernieuwingsformulier dat verkrijgbaar is op de portaalsite energie in het Waalse Gewest <http://energie.wallonie.be> of op gewoon verzoek bij de administratie, uiterlijk honderdtwintig dagen voor de vervaldatum van de erkenning. In dat geval wordt de erkenning verlengd totdat de Minister zich over de hernieuwingsaanvraag uitgesproken heeft.

Het advies van de administratie over de erkenningsaanvraag wordt uitgebracht op basis van de elementen waaruit het erkenningsaanvraagdossier bestaat. De administratie controleert ook de kwaliteit van de rapporten bedoeld in § 2, tweede lid, 5e streepje, op basis van de kwaliteitscriteria opgenomen in bijlage 9.

§ 4. Indien een aanvrager die houder is van één van de in § 1 opgesomde diploma's zijn erkenningsaanvraag onmogelijk vergezeld kan laten gaan van de rapporten bedoeld in § 2, tweede lid, 5e streepje, heeft de erkenning een duur van één jaar, te rekenen van de datum van kennisgeving van de beslissing van de Minister.

In het geval bedoeld in het eerste lid is de begunstigde verplicht een afschrift van de rapporten die hij in het kader van zijn activiteit van erkende energieauditeur heeft opgesteld binnen vijftien dagen na de opstelling ervan aan administratie over te maken.

De administratie onderzoekt de kwaliteit van de overgemaakte rapporten op basis van de kwaliteitscriteria opgenomen in bijlage 9 en maakt binnen dertig dagen na ontvangst van de rapporten een bericht van ontvangst over waarin nader bepaald wordt of voornoemde controle geen nalatigheid aan het licht gebracht heeft.

Indien de administratie tijdens de controles bedoeld in het tweede lid op basis van de in bijlage 9 opgenomen kwaliteitscriteria herhaalde nalatigheden heeft vastgesteld of indien de erkende auditeur geen auditrapport heeft overgelegd, laat de Minister de begunstigde van de erkenning uiterlijk veertig dagen voor de einddatum van dat eerste erkenningsjaar weten dat de erkenning afgelopen is. De beslissing tot intrekking van de erkenning wordt bekendgemaakt op de portaalsite energie in het Waalse Gewest <http://energie.wallonie.be>

Na afloop van dat eerste erkenningsjaar wordt de erkenning door de Minister voor een hernieuwbare periode van vijf jaar verlengd indien de administratie tijdens voornoemde controles geen herhaalde nalatigheid heeft vastgesteld op basis van de kwaliteitscriteria opgenomen in bijlage 9.

§ 5. De administratie is bevoegd om controle uit te oefenen op de door erkende auditoren uitgevoerde audits.

Wanneer de administratie op grond van de in bijlage 9 opgenomen kwaliteitscriteria nalatigheden in de door de erkende auditeur opgestelde auditrapporten vaststelt, wijst ze hem daarop in een schrijven.

In dat schrijven wordt gewag gemaakt van bedoelde auditrapporten, alsook van voornoemde kwaliteitscriteria op grond waarvan de nalatigheid is vastgesteld en wordt de erkende auditeur voor verhoor uitgenodigd. Tijdens zijn verhoor laat de erkende auditeur zijn argumenten m.b.t. de vastgestelde nalatigheden gelden. Na dat verhoor of indien de erkende auditeur weigert verhoord te worden, stelt de administratie aan de Minister voor om desgevallend een waarschuwing te verzenden of de erkenning als erkende auditeur in te trekken.

De beslissing tot intrekking van de erkenning wordt meegedeeld aan de erkende auditeur en bekendgemaakt op de portaalsite energie in het Waalse Gewest <http://energie.wallonie.be>

De erkenning die aan een erkende deskundige verleend wordt overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 30 mei 2002 betreffende de toekenning van toelagen voor de verbetering van de energetische efficiëntie en voor de bevordering van een rationeler energiegebruik van de privé-sector (AMURE), loopt van rechtswege af in geval van intrekking van de erkenning waarop dit besluit betrekking heeft.

De erkende auditeur waarvan de erkenning ingetrokken wordt mag geen nieuwe erkenningsaanvraag indienen binnen drie jaar na de beslissing tot intrekking, noch in het kader van dit besluit, noch in het kader van het besluit van de Waalse Regering van 30 mei 2002 betreffende de toekenning van toelagen voor de verbetering van de energetische efficiëntie en voor de bevordering van een rationeler energiegebruik van de privé-sector (AMURE).

§ 6. De lijst van de erkende auditoren wordt door de administratie bekendgemaakt en beheerd op de portaalsite energie in het Waalse Gewest <http://energie.wallonie.be>. »

Art. 10. De bijlage bij dit besluit vormt bijlage 9 bij het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de toekenning van subsidies aan de publiekrechtelijke personen en aan de niet-commerciële instellingen voor de verwezenlijking van studies en werken die een betere energieprestatie van de gebouwen beogen.

Afdeling 2. — Overgangsbepalingen

Art. 11. De rechtspersonen die voor de inwerkingtreding van dit besluit als auditeur erkend zijn overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de toekenning van subsidies aan de publiekrechtelijke personen en aan de niet-commerciële instellingen voor de verwezenlijking van studies en werken die een betere energieprestatie van de gebouwen beogen, blijven erkend tot de einddatum van hun lopende erkenningsperiode. Op die datum loopt hun erkenning van rechtswege af.

De natuurlijke personen die voor de inwerkingtreding van dit besluit als auditeur erkend zijn overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de toekenning van subsidies aan de publiekrechtelijke personen en aan de niet-commerciële instellingen voor de verwezenlijking van studies en werken die een betere energieprestatie van de gebouwen beogen, blijven voor een periode van vijf jaar erkend, onder voorbehoud van de inachtneming van het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de toekenning van subsidies aan de publiekrechtelijke personen en aan de niet-commerciële instellingen voor de verwezenlijking van studies en werken die een betere energieprestatie van de gebouwen beogen, zoals gewijzigd bij dit besluit. Die erkenning is hernieuwbaar.

HOOFDSTUK III. — Slotbepaling

Art. 12. De Minister bevoegd voor het Energiebeleid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 september 2010.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

BIJLAGE

Kwaliteitscriteria geanalyseerd door de administratie in het kader van de erkenningsprocedure

Criterium 1 : Doelstellingen, hypothesen en stand van zaken

- Doelstelling van de audit (welke vectoren worden in de audit onderzocht, eventuele beperkingen,...).
- Werkhypothesen : parameters gebruikt in de audit (conversiefactoren - PCI, PCS, CO₂-emissiecoëfficiënten - kosten van de verschillende vectoren,...).
- Algemene voorstelling van de kenmerken van het gebouw (of de gebouwen) (bouwjaar, architectuur, bestemming, gebruikte oppervlakte,...), of van het industrieel proces of van het nut (damp, gedrukte lucht, enz.).

Criterium 2 : Analyse de toestand

- Analyse van de verbruiken - idealiter over minimum drie jaar voor elke geanalyseerde vector - (in bruto-waarden, gecorrigeerd naar gelang van de graden-dagen, eventueel : vergelijking met andere gebouwen van dezelfde sector,...); desgevallend, evolutie van het verbruik over een gegeven periode (burgerlijk jaar, zomerperiode,...) die overgangsverschuiven aan het licht kan brengen (kwartierpiek, verbruikspiek,...).
- Uitvoerige omschrijving van het industrieel proces, van het nut of van het omhulsel van het gebouw en van de uitrustingen met hun eventuele gebreken.

- Energiebalans (gegrond op berekeningen - bijvoorbeeld voor een gebouw : waarden van de transmissiecoëfficiënten, schatting van de luchtverversing, berekening van de warmteverliezen, rendementen van de installatie,...).

Criterium 3 : Becijferde verbeteringsvoorstellen

- Verbeteringsvoorstellen (bijvoorbeeld voor een gebouw zullen ze gedetailleerd zijn inzake de tenuitvoerlegging - gebruikt materiaal, dikte - of inzake gebruikte techniek - condensatie, eventuele warmteterugwinning - becijferd inzake kosten, energiebesparing, vermindering van de emissies van verontreinigende gassen en rendabiliteit) - de verbeteringen worden in een logische volgorde voorgesteld (structuren, uitrustingen, beheer) of in voorrangsvolgorde (gemotiveerd door de staat van het gebouw en/of de uitrustingen, de gegenereerde besparingen en de rendabiliteit) rekening houdend met de weerslag van elk van hen op de volgende; er zal een bijzondere aandacht besteed worden aan het afstemmen van de behoeften op het voorgestelde materiaal.

- Eventueel beroep op technologieën zoals warmtekrachtkoppeling, het gebruik van hernieuwbare energiebronnen,...

Critérium 4 : Kennis van de mechanismen inzake financiële tegemoetkomingen van de overheid

— Beschikbare hulp voor de verschillende overwogen verbeteringen (bronnen, bedragen,...).

Critérium 5 : Conclusies

— Bondige opsomming van de meest relevante beslissingen die genomen moeten worden met het oog op de verbetering van de toestand naar gelang van de doelstelling.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 september 2010 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 mei 2002 betreffende de toekenning van toelagen voor de verbetering van de energetische efficiëntie en voor de bevordering van een rationeler energiegebruik van de privé-sector (AMURE) en van het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de toekenning van subsidies aan de publiekrechtelijke personen en aan de niet-commerciële instellingen voor de verwezenlijking van studies en werken die een betere energieprestatie van de gebouwen beogen.

Namen, 16 september 2010.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2010 — 3412

[2010/205109]

16 SEPTEMBRE 2010. — Arrêté du Gouvernement wallon portant diverses modifications aux réglementations agricoles

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (CE) n° 1234/2007 du Conseil du 22 octobre 2007 portant organisation commune des marchés dans le secteur agricole et dispositions spécifiques en ce qui concerne certains produits de ce secteur (Règlement "OCM unique"), modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 513/2010 de la Commission du 15 juin 2010;

Vu le Règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil du 19 janvier 2009 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct en faveur des agriculteurs dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, modifiant les Règlements (CE) n° 1290/2005, (CE) n° 247/2006 et (CE) n° 378/2007, et abrogeant le Règlement (CE) n° 1782/2003;

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, notamment l'article 3, § 1^{er}, 1^o, remplacé par l'article 214, 1^o, de la loi du 29 décembre 1990 portant des dispositions sociales;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 septembre 2004 relatif à l'application du prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 relatif aux investissements pour le secteur agricole;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale;

Considérant que, dans la poursuite des assouplissements entamés dans la gestion des quotas, il y a lieu de maintenir la structure existante en facilitant l'installation et l'activité de producteurs laitiers :

— d'une part, en permettant le transfert d'une exploitation reprise ou créée depuis moins de neuf ans et tous les quotas à un preneur en première installation et sans aucun lien de famille avec le cédant;

— d'autre part, en portant de fin novembre à fin février de la période concernée la date limite d'introduction des dossiers de reprise, création d'exploitation, constitution de Groupements de Producteurs laitiers (GPL) ou d'Association de Producteurs laitiers (APL);

Considérant que l'interdiction qui était faite aux producteurs laitiers qui donnaient du quota en location (leasing de quota) de bénéficier de la réallocation du Fonds, pour éviter le commerce de quotas acquis à prix modéré via le Fonds, n'a plus de raison d'être, vu l'évolution du secteur laitier et la fin annoncée de quotas;

Vu l'avis 48.669/2/V du Conseil d'Etat, donné le 1^{er} septembre 2010 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 septembre 2004 relatif à l'application du prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 janvier 2006, l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 mars 2007, l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2007 et l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008, sont apportées les modifications suivantes :

1^o au point 6^o, b1, tiret 4, les mots "l'ancienne commune où est située l'unité de production laitière utilisée par le groupement de producteurs laitiers ou sur le territoire d'une ancienne commune voisine" sont remplacés par les mots "la zone";

2^o au point 6^o, b4, tiret 3, le mot "chacun" est remplacé par les mots "une majorité";

3^o au point 6^o, c2, tiret 3, les mots "l'ancienne commune où sont situées les unités de production laitière de chacun des associés ou sur le territoire d'une ancienne commune voisine" sont remplacés par les mots "la zone";

4^o au point c3, tiret 3, le mot "chacun" est remplacé par les mots "une majorité";

5^o le point 12^o est supprimé;